

“Un système faux dans sa conception et cruel dans son application”

Entretien
avec

Nikola Kovac

Professeur de littérature française à l'Université de Sarajevo avant-guerre, Nikola Kovac, ambassadeur de Bosnie-Herzégovine à Paris depuis 1993, est d'origine serbe. Il est toujours resté fidèle à l'idée d'une Bosnie multiethnique et multiculturelle. Diplomate pondéré, c'est aujourd'hui un homme en colère. Il dénonce l'hypocrisie des élections de septembre dernier, imposées par la communauté internationale, transformant la partition *de facto* en partition *de jure*.

— Était-ce le bon moment pour faire des élections en Bosnie sachant que toutes les conditions démocratiques n'étaient pas requises?

Toutes les conditions nécessaires n'ont pas été remplies pour un scrutin démocratique. Il ne peut pas y avoir de climat démocratique quand la moitié de la population vit en exil et tant que les routes, la circulation des gens et des biens ne sont pas ouvertes dans le pays. On ne peut toujours pas passer d'une entité à l'autre.

L'agression a été imposée à la Bosnie. Aujourd'hui c'est la paix qui est imposée à la Bosnie. Ce n'est pas une paix juste, ce n'est pas une paix négociée, c'est une paix octroyée, imposée.

Les élections ont été imposées pour plusieurs raisons. Il y a le pragmatisme politique des Américains durant leur propre campagne électorale et l'intérêt de la communauté internationale à rétablir l'ordre et

Hiver 1996-1997

à pacifier la région tout en se foutant pas mal de la justice et de la démocratie.

Le seul danger et non le moindre, c'est que les élections qui ont eu lieu en Bosnie montrent que le pays est partagé. Tous les plans de paix ont été basés sur le partage ethnique. Les élections présentent le danger d'entériner cette idée et cette politique; c'est ainsi que les Serbes qui sont restés fidèles à la fédération bosniaque et à la Bosnie unie n'ont pas pu s'exprimer dans la partie dite République Serbe.

Les élections ont aussi eu le défaut majeur de faire voter les gens dans des communes et des régions où ils n'ont jamais vécu et où ils ne vivront jamais. Les réfugiés bosniaques en Serbie ou à l'étranger ont donc voté dans les régions sous contrôle serbe, où ils n'ont jamais vécu.

— *Pourquoi les avoir fait voter dans ces régions?*

C'est le principe du partage imposé par l'Organisation de la sécurité et de la coopération en Europe (OSCE) disant que les Serbes votent dans les régions qu'ils contrôlent et que les Musulmans et les Croates votent dans la partie de la fédération croato-musulmane. Cela veut donc dire que les résultats des votes et la conception même des élections sont centrés sur la partage ethnique.

Avec la multiplication du nombre de communes — avant l'agression il y avait 109 communes — la Bosnie s'expose également au danger d'explosion et de parcellisation au niveau ethnique. Une toute petite commune ou agglomération croate, musulmane ou serbe deviendra une commune ethnique pure ce qui entraîne l'éclatement de cet esprit de brassage, d'unité et de pluralisme national.

— *Le rôle de l'OSCE durant ces élections n'est-il pas critiquable?*

Les écarts dans l'évaluation du corps électoral avancée par l'OSCE (entre 2,9 et 3,5 millions d'électeurs) sont inquiétants. On ne saura jamais le nombre exact des votants mais il faut savoir que la moitié de la population vit en exil et que les conditions d'un scrutin démocratique n'étaient pas assurées.

— *Des observateurs indépendants ont déclaré que le taux de participation en "Républika Serbska" était de 98% et dans la Fédération croato-musulmane de 103%, sachant le nombre de morts, d'exilés, cela ne veut-il pas dire une fraude électorale massive?*

En effet, dans certaines communes de la zone serbe le taux de participation a été de 110%. Des gens ont voté deux fois et il y a eu des manipulations.

— *Comme en Corse, on a fait voter les morts!*

Oui tout à fait.

— Avec ces résultats, n'a-t-on pas l'impression de revenir aux premières élections de fin 1990? En fin de compte, ce sont les trois partis nationalistes, le SDA musulman, le SDS serbe et le HDZ croate qui l'ont emporté comme en 1990. C'était cette focalisation sur les partis nationalistes qui, à l'époque, avait entraîné l'éclatement de la Bosnie. Ne revenons nous pas en arrière?

Ce danger existe, c'est évident. Les Occidentaux et les organisateurs des élections en Bosnie ont voulu avant tout confirmer les signataires des accords de Dayton plutôt que de choisir les vrais représentants de la population. Dans un pays vivant dans un climat de peur, d'insécurité, de suspicion et de haine, les gens sont amenés à voter pour les partis au pouvoir. C'est une inclination naturelle. Ils se replient sur eux-mêmes et votent pour les partis qui, prétendent-ils, pourront assurer la sécurité et la stabilité. Ce sont les partis au pouvoir. Mais on remarque également qu'au sein de chacun de ces partis, il y a eu une scission, une divergence entre les modérés et les autres à des degrés différents. Il y a eu une certaine opposition dans chacun de ces partis au pouvoir.

En obtenant 30% des voix, Mladen Ivanic a montré la force de l'opposition serbe à Karadzic et à son parti. De ce côté, c'est un signe encourageant. Ainsi après la signature des accords de paix, on assiste à une orientation citoyenne, libérale.

Pour l'avenir, je vois se constituer en Bosnie deux grandes familles politiques: d'un côté les partis nationaux, de l'autre les partis sociaux libéraux, radicaux, socialistes d'orientation social-démocrate.

— Comment peut fonctionner la Bosnie avec une telle constitution, une présidence tricéphale, plusieurs assemblées?

C'est un système prévu par les accords de Dayton. C'est une première dans la pratique constitutionnelle et parlementaire. Mais ce sont des formes transitoires. On ne peut pas passer directement d'un état de guerre à la démocratie, surtout dans un pays où la démocratie n'a jamais été privilégiée. Nous sortons d'un système de parti unique, sans opposition. La naissance des institutions démocratiques souffrent de toutes les maladies infantiles de la démocratie.

La Bosnie est constituée — et non pas divisée — de trois communautés très proches les unes des autres, par la langue, l'origine, les habitudes et toutes sortes d'acquisition culturelles et matérielles. Il faut que toutes les trois soient traitées sur un même pied d'égalité et que chacune d'entre elles soit représentée à part entière dans les organes du pouvoir. Il faut d'autre part qu'il y ait un système de décentralisation et d'autonomie locale très développé pour que chacune des régions puisse se développer au maximum. Cela veut dire que chacune des régions doit être constituée sur des bases économiques et culturelles et non pas sur un principe de cloisonnement ethnique. Enfin, il faut absolument que les institutions communes se mettent en place et fonctionnent. Jusqu'à présent, nous avons eu de l'obstruction primitive de la part des représentants serbes.

Hiver 1996-1997

Leurs initiatives, leurs réticences et leur refus prouvent vraiment que le niveau de leur conscience démocratique est au plus bas. Je dois le dire avec regret car il vaut mieux dénoncer l'offense que cacher la vérité.

— Au niveau constitutionnel, les Serbes n'ont-ils pas gagné puisqu'ils restent maîtres dans leur zone tout en ayant un pied sur l'ensemble du pays?

Le plus important c'est que les institutions communes — la présidence, le parlement, les affaires étrangères, le commerce extérieur, la banque nationale — représentent l'ensemble des intérêts de l'État.

Le résultat d'une telle guerre ne peut se solder par une victoire. Chacune des communautés en Bosnie a perdu. Mais nous ne reconnaissons pas cette défaite. Nous avons conservé le territoire, les institutions fondamentales. Nous avons été reconnus par les instances internationales dans nos frontières historiques. Nous avons réussi à créer une armée bosniaque. Tous ces éléments prouvent que la Bosnie a non seulement remporté une victoire morale mais une victoire effective. Pour le reste, il s'agit des difficultés de la période transitoire.

— La Croatie et la Bosnie ont reconnu à Belgrade le droit d'être le successeur de l'ancienne Yougoslavie; cela ne représente-t-il pas un danger?

Ce n'est pas la première ni la moindre des contradictions dans les accords signés. D'un côté, on a reconnu sur le plan international la Bosnie dans ses frontières traditionnelles, et de l'autre, on a reconnu le partage entre la Fédération et l'entité serbe. Il y a évidemment un paradoxe politique et juridique.

La reconnaissance découle logiquement d'un traité de paix. Tous les autres litiges sur le partage des biens communs font l'objet d'un processus juridique devant les instances internationales.

Il ne faut pas confondre la levée des sanctions contre la Serbie et le partage des biens communs. Tout en reconnaissant l'existence politique de la nouvelle Yougoslavie, nous tenons absolument à mettre au clair les problèmes concernant le partage des biens financiers ou immobiliers.

— Maintenant que les combats ont cessé et que les élections ont eu lieu, pensez-vous qu'il s'agit d'une période de trêve ou existe-t-il une base réelle pour une paix durable?

C'est d'abord une trêve salubre. Une trêve dont chacune des parties avait besoin. Je suis persuadé qu'aucun des camps ne veut la guerre. D'ailleurs les populations n'ont jamais voulu la guerre. Il n'y a eu conflit que là où l'armée fédérale a effectué le partage. Ce qui prouve qu'il ne s'agit pas d'une guerre civile sinon les populations des grandes villes, notamment Sarajevo, se seraient entre-déchirées. Ce n'était pas une guerre civile mais une guerre contre les civils.

De tous côtés les gens en ont assez des guerres, des tragédies, des

privations, des familles éclatées. Le résultat obtenu par cette trêve est plutôt modeste mais représente un pas nécessaire quoique insuffisant pour enclencher une perspective de paix durable et juste.

Dès le début de l'agression, la Bosnie a eu une stratégie de paix. La paix si possible, mais la guerre si nécessaire.

Ces premiers pas franchis doivent amener à la création d'institutions communes garantissant l'intégrité territoriale telle qu'elle a été reconnue par les instances internationales; c'est-à-dire le déploiement de l'armée bosniaque tout le long de ses frontières d'État et non pas entre les deux entités absurdes à l'intérieur du pays. Il faut absolument insister sur la création d'une seule armée et d'une seule police constituées à égalité de toutes les communautés comme cela était dans le passé.

Tant que ces principes ne sont pas réalisés, il ne peut y avoir de paix stable. Il ne peut pas y avoir trois armées, trois monnaies, trois économies nationales qui se juxtaposent. La coexistence dans ces conditions est absolument inacceptable et cela ne peut pas durer longtemps. Ce n'est viable ni au plan économique ni au plan humain.

Mais les premiers contacts, les premiers échanges, les premières routes remises en service, prouvent qu'il y a de la bonne volonté, du moins de la part des acteurs économiques, mais peut-être pas chez les responsables politiques. Cet esprit de tolérance qui a été préservé dans les grandes villes et dans une bonne partie du pays, en dépit des accidents regrettables, prouve que les peuples de la Bosnie-Herzégovine veulent et peuvent vivre ensemble, comme l'atteste l'histoire passée.

— *Combien y a-t-il de réfugiés et de déplacés ?*

Les réfugiés représentent un vrai problème tant pour les pays d'accueil que pour notre pays. Ils sont environ 1,2 million. La France n'a pas accueilli beaucoup de réfugiés.

Les réfugiés commencent à revenir. Mais la communauté internationale doit prendre ses responsabilités pour assurer la sécurité des retours et les possibilités de reconstruction. La communauté internationale n'a pas le droit aujourd'hui de ne pas garantir les principes et les mesures qu'elle a elle-même imposés et fait signer à Dayton: avant tout le retour des réfugiés et la création d'institutions communes. Souvent on entend dire que la communauté internationale n'a plus les moyens de convaincre ou de forcer une partie qui ne respecterait pas les termes et l'esprit de Dayton. C'est faux. Il y a toujours des moyens.

— *Avec le redémarrage économique et l'enclavement géographique de la Bosnie, ne craignez-vous pas de devenir un protectorat économique de la Croatie?*

Je ne crains pas ce danger. Pour nous le redressement économique est un problème éminemment politique. La reprise économique est la condition *sine qua non* de toute stabilité économique et sociale. D'autre part l'ancienne économie nationale yougoslave s'est constituée sur un

Hiver 1996-1997

principe de solidarité et de complémentarité et non pas de concurrence. Les uns ne pouvaient pas vivre sans les autres. En Bosnie malheureusement nous avons une industrie lourde et sale: charbon, sidérurgie... L'économie de marché impose certains impératifs d'échange, de libre circulation. L'espace commun doit donc être rétabli et mis en valeur.

— *Etes vous malgré tout optimiste sur l'avenir de votre pays?*

La partition sur une base ethnique est une idée initiale de toute la stratégie géopolitique occidentale qui a été élaborée à trois niveaux.

On a d'abord fait éclater le pays *manu militari* en chassant les populations, en faisant du nettoyage ethnique. Le génocide était censé exterminer la population musulmane et détruire la mémoire collective et la mémoire culturelle. Les plus vieilles mosquées des Balkans ont été dynamitées.

Ensuite, le nettoyage ethnique a été effectué par la voie diplomatique, par les différents accords. Lors des négociations, on a insisté pour entériner le fait accompli, considéré comme définitif.

Troisièmement, cela s'est fait par la voie administrative, c'est-à-dire par les élections qui devaient ratifier le processus engagé par la force militaire.

Tout cela procède d'une ligne politique aberrante et absurde pour un pays où il n'y a pas de territoire ethniquement pur et où la population est le résultat d'un long brassage historique, culturel et humain.

Cette ligne politique représente aujourd'hui le plus grand danger. C'est pour cela que je m'en prends à la communauté internationale et je ne cesserai pas de relever les erreurs commises à l'égard de la Bosnie.

Le modèle proposé à la Bosnie n'a jamais été proposé ailleurs dans le monde. Ce modèle imposé ne peut pas donner de résultats car il est faux dans sa conception et cruel dans son application.

Entretien conduit par
Christophe Chiclet